

POLITIQUE

politique.union@sonapresse.com

"La Troisième Voix" en scène

IMM

Libreville/Gabon

UN nouveau camp socio-politique constitué de plusieurs partis politiques (Paga, UFR, ASDJ, FPG, CCDD, Groupe Madola, MPO, DN, MDJS, Mouvement Orange, MCR), des organisations non gouvernementales (Ong), d'associations et structures syndicales, dénommé, "La Troisième Voix", a été porté sur les fonts baptismaux, samedi dernier. Les leaders de cette nouvelle plateforme ont animé une causerie à Plaine-Niger, dans le quatrième arrondissement de Libreville, pour présenter au public leur structure, ses missions, ses objectifs et les valeurs centristes qu'elle porte. Le président de l'Union des forces de la république (UFR) Etienne Dandy Mouega, explique que "La Troisième Voix" se veut un camp politique différent des deux camps traditionnels, la majorité et l'opposition. Aux yeux de ce dernier et ses alliés, ces camps ont montré leurs limites par rapport aux intérêts multidimensionnels des populations gabonaises. Cela à cause du "mysticisme" qui entourerait leur combat politique. "Ces deux camps semblent ne pas s'accorder sur tout", estiment Dandy Mouega et les siens.

Et Gérard Ella Nguema, un de membres de ladite plate-forme de préciser : "Nous militons pour un nouvel ordre politique qui met en exergue toutes les valeurs démocratiques. Où le peuple a son destin en main. La Troisième Voix est donc celle du peuple. Nous voulons qu'il s'exprime, au lieu de subir".



Photo : IMM

Le collectif des leaders des partis politiques, initiateurs de la Troisième voix.

Pour un changement de paradigme dans l'attribution des bourses

LE Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, a présidé une séance de travail, hier, à son cabinet, sur la question relative à l'orientation des bacheliers issus du 2e tour de la session de 2019. Occasion pour le directeur de l'Agence nationale des bourses du Gabon (ANBG), Joël Lehman Sandoungout, de faire le point sur l'état d'avancement dudit dossier.

ONDOUBA'NTSIBAH

Libreville/Gabon



Photo : DR

Le Premier ministre, Julien Nkoghe Bekale, entouré des ministres Michel Menga M'Essone (g) et Roger Owono Mba.

LA question relative à l'orientation des bacheliers du second tour de la session de l'année 2019 a fait l'objet d'une séance de travail présidée par le chef du gouvernement, Julien Nkoghe Bekale, hier à la Primature. Y ont pris part, les ministres Madeleine Berre (Formation professionnelle), Michel Menga M'Essone (Éducation nationale), Roger Owono Mba (Finances), ainsi que le directeur général (DG) de l'Agence nationale des bourses du Gabon (ANBG), Joël Lehman Sandoungout.

Cette réunion a été motivée par la volonté du Premier ministre d'avoir des informations précises sur les orientations faites lors des séances plénières de l'ANBG, consacrées aux bacheliers de l'année 2019. Occasion pour

Joël Lehman Sandoungout, le responsable de cette structure d'informer d'abord le chef du gouvernement de ce que les admis du premier tour avaient déjà été orientés. Ensuite, qu'en ce qui concerne le cas de ceux du second tour, leurs dossiers sont pour le moment en instance d'examen. "Nous sommes en train de travailler sur la meilleure façon d'orienter nos jeunes compatriotes", a déclaré le DG de l'ANBG. Et de poursuivre : "Nous devons revoir le Premier ministre et les

ministres concernés afin d'arrêter, d'accord parties, le budget qui sera alloué à mon institution pour le compte de l'année 2019-2020".

Il faut rappeler que l'État a pris un décret datant du 11 juin 2019, fixant les conditions d'attribution, de transfert, de suspension et suppression de bourses dans les filières techniques et professionnelles. Le même texte indique également que les étudiants des filières d'enseignement général, frappés par les critères d'âges devraient bénéficier "d'une aide financière"...

La philosophie ici est de favoriser les étudiants des filières techniques et professionnelles. Un véritable changement de paradigme, en matière de gestion des bourses d'études.

La philosophie ici est de favoriser les étudiants des filières techniques et professionnelles.

de poursuivre : "Nous devons revoir le Premier ministre et les

Miroir du gouvernement

Urgence à agir

PAR la force des choses, aux yeux de nombreux Gabonais, le département ministériel des Transports, de l'Équipement, des Infrastructures et des Travaux publics tend à devenir, ces dernières années, l'un des plus importants de l'équipe gouvernementale. Non pas au regard de ses réalisations et actions, mais à l'analyse des attentes des populations. Tant les besoins en matière de route, tout particulièrement, se font sentir un peu partout à l'échelle nationale. Ces derniers temps, cette réalité est revenue, plus ou moins, à la face de tout

un chacun. Ne serait-ce que, à l'écoute des lamentations des habitants de Mimonjo, réclamant, à cor et à cri, l'érection d'une route reliant leur localité à Mouila, chef-lieu de la province de la Ngounié. Où encore, à la vue de nombreux véhicules embourbés sur la Nationale 1, du fait de la dégradation avancée d'une partie (Axe Ntoun-Kango) de cette voie reliant la capitale gabonaise à l'hinterland. Sans oublier le calvaire enduré, ici et là, par tous les usagers de la route. Notamment sur les axes Makokou-Okondja, Kou-

la-Moutou-Iboundji, Mouila-Guietsou, Ovan-Makokou, Lastoursville-Ndangui, Ntoun-Cocobeach etc. Tout ceci pour signifier qu'il y a véritablement urgence à agir. Tant les populations, de plus en plus désespérées, ne savent plus à quel saint se vouer et sur quel pied danser. C'est dire que le nouveau ministre des Transports, de l'Équipement, des Infrastructures et des Travaux publics se doit véritablement d'imprimer sa marque, en impulsant une nouvelle dynamique. En se démarquant véritablement de plusieurs de

ses prédécesseurs, en apportant des solutions concrètes aux nombreuses difficultés rencontrées par les usagers de la route, en faisant place à l'action. Quand bien même, sa tâche s'annonce titanesque et ardue, au regard de la conjoncture économique. Ce qui, loin de le rebuter, devrait sans doute le motiver. Car, ne pas agir, reviendrait, à conforter plus d'un dans l'idée que "certains coins sont oubliés et abandonnés par les pouvoirs publics".

J.KOMBILE MOUSSAVOU